


EN CHIFFRES

La France voit sa dette atteindre un nouveau record au premier trimestre

L'endettement à la fin mars 2021 représentait 118,2 % du PIB, à 2.739 milliards d'euros, soit un niveau jamais atteint. Une partie de cette tendance peut être relativisée par des effets de calendrier et de trésorerie accumulée par l'Etat. La dette devrait malgré tout poursuivre sa hausse en 2021, au risque de creuser un peu plus le fossé avec l'Allemagne.

 Lire plus tard

 Budget fiscalité

 Partager

 Commenter

Les courbes sanitaires sont désormais orientées à la baisse, pas celles liées à la situation budgétaire. L'endettement de la France a connu au premier trimestre un nouveau pic historique, atteignant 118,2 % du PIB, soit 2.739,2 milliards d'euros, selon l'annonce faite par l'Insee ce vendredi. En un an, depuis mars 2020 et le début de la crise sanitaire, l'endettement public brut s'est alourdi de 300 milliards, un bond gargantuesque.

Cette évolution est la **conséquence logique** du « quoi qu'il en coûte ». L'Insee met ainsi en avant les « mesures de soutien liées à la crise sanitaire et le plan de relance ». Logiquement, c'est donc l'Etat - qui finance notamment un fonds de solidarité devenu de plus en plus coûteux depuis le début de l'année - et les administrations de Sécurité sociale qui sont les plus directement impactées par cette tendance.

Ces chiffres donnent le tournis, mais doivent être remis en perspective et quelque peu relativisés. Si l'endettement brut s'est alourdi de 300 milliards en un an, l'endettement net a, lui, progressé de « seulement » 200 milliards.

Pourquoi une telle différence ? « L'Etat a profité fin 2020 des taux bas pour accumuler de la trésorerie, qui n'a finalement pas été utilisée. Mais ces liquidités seront consommées cette année et serviront à diminuer le besoin de financement en 2021 », décrypte François Ecalte, ancien magistrat à la Cour des comptes et fondateur du site spécialisé en finances publiques « Fipeco ». En clair, le matelas de trésorerie a gonflé la dette fin 2020, mais sa consommation progressive devrait réduire le ratio dans le courant de cette année.

Autre motif de nature à relativiser le chiffre publié vendredi, la dette du premier trimestre connaît toujours une bosse par rapport à la tendance annuelle. « Il y a des effets de calendrier », souligne François Ecalte. Une partie des recettes fiscales n'arrivent ainsi que plus tardivement dans l'année : la taxe foncière est encaissée en fin d'année, le solde de l'impôt sur le revenu rentre dans les caisses en septembre, tandis que l'acompte du solde de l'impôt sur les sociétés arrive après mars, etc.

Objectifs de Bercy maintenus

Tout ceci amène Bercy à relativiser le nouveau record atteint au premier trimestre. « Ce sont des mouvements infra annuels. Ce qui compte, c'est le niveau de dette à la fin d'année et nous en restons à notre objectif », commente-t-on dans l'entourage de Bruno Le Maire, le ministre de l'Economie et des Finances. De fait, l'endettement devrait refluer d'ici fin 2021, même si l'on restera

Cette poursuite de la hausse s'explique par le déficit, attendu à 9,4 % fin 2021 contre 9,2 % en 2020, alors que le niveau permettant de stabiliser la dette est estimé à 5,8 % du PIB par la Cour des comptes. La **forte croissance du PIB attendue cette année** va toutefois jouer sur le ratio d'endettement, et atténuer sa progression.

La Cour des comptes a alerté cette semaine sur cette dérive des comptes publics, jugeant qu'elle était de nature à faire passer **la France en deuxième division européenne aux côtés de l'Italie, de l'Espagne et de la Belgique**. Le fossé pourrait ainsi s'élargir plus encore avec l'Allemagne, surtout si la CDU - qui **promet un retour rapide à l'orthodoxie budgétaire** - gagnait les élections législatives en septembre, comme les sondages l'annoncent actuellement.

Renaud Honoré